

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

NANTES, le 20/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRANSGOURMET OPERATIONS

Avenue Syrma
ZAC de la Haute Forêt
44470 CARQUEFOU

Références : N5-2022-0918

Code AIOT : 0006305399

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2022 dans l'établissement TRANSGOURMET OPERATIONS implanté Avenue Syrma ZAC de la Haute Forêt 44470 CARQUEFOU. L'inspection a été annoncée le 18/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRANSGOURMET OPERATIONS
- Avenue Syrma ZAC de la Haute Forêt 44470 CARQUEFOU
- Code AIOT : 0006305399
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

La société TRANSGOURMET OPERATIONS exploite, sur le site de Carquefou, un entrepôt de matières combustibles composé de 5 cellules de stockage (dont une pour les produits frais et une pour les produits surgelés) dont l'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral du 15 septembre 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification périodique des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie
- Etat des matières stockées
- Suites de la précédente inspection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Suivi des équipements - Portes coupe-feu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 22	/	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Points 15 et 22	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 13	/	Sans objet
9	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 1-4	/	Sans objet
10	Séparation des bureaux et des cellules de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 4	/	Sans objet
11	Stockage des matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi des équipements - Système d'extinction automatique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Points 7 et 22	/	Sans objet
2	Suivi des équipements - Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Points 12 et 22	/	Sans objet
5	Suivi des équipements - Autres matériels	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 22	/	Sans objet
6	Installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Section 3	/	Sans objet
7	Moyens de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 13	/	Sans objet
12	Suites des précédentes visites	Arrêté Préfectoral du 15/09/2009	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Suivi des équipements - Système d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Points 7 et 22
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
Prescription contrôlée : Point 7 : La surface maximale des cellules est égale à 3 000 m ² en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 12 000 m ² en présence de système d'extinction automatique d'incendie. Point 22 : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification semestrielle du système d'extinction automatique établi par la société AAI le 16-02-2022. Plusieurs observations sont émises par la société AAI. L'exploitant a alors présenté un devis validé en août 2022 pour répondre aux observations portant sur la protection de certains locaux. Il a également présenté les dispositions organisationnelles mises en place pour répondre à la non-conformité concernant les modalités de stockage. Enfin, l'exploitant a précisé qu'un des 2 groupes moto-pompes est indisponible suite à une avarie sur une pompe et que des travaux de réparation doivent être réalisés prochainement (devis signé ; en attente de livraison du matériel).
Observations : L'exploitant transmet à l'IIC le rapport d'intervention justifiant la réalisation des travaux (en particulier, le remplacement de la pompe) ainsi que le prochain rapport de vérification justifiant que les mesures organisationnelles mises en place permettent de lever la non-conformité émise dans le rapport de vérification présenté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Suivi des équipements - Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Points 12 et 22
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Point 12 : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. (...) Point 22 : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification du système de détection automatique d'incendie établi par la société SSI le 07-04-2022. Plusieurs observations sont émises par la société SSI. L'exploitant a alors présenté des devis validés en juillet 2022 pour répondre à ces observations. Il a également précisé qu'une ligne de détection au niveau du plafond du quai frais est actuellement hors service et doit faire l'objet de travaux prochainement (devis signé ; en attente de livraison du matériel).
Observations : L'exploitant transmet à l'IIC le rapport d'intervention justifiant la réalisation des travaux (en particulier, la remise en service de la ligne de détection automatique d'incendie au niveau du quai frais).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Suivi des équipements - Portes coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 22
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des portes coupe-feu établi par la société PORTAFEU le 20-06-2022 et les documents justifiant de la prise en compte des observations figurant dans le rapport. Cependant, seules les portes coupe-feu coulissantes ont été vérifiées lors de ce contrôle. L'exploitant a précisé que l'état des portes coupe-feu battantes était vérifié lors des contrôles internes réalisés périodiquement. Cette vérification n'est pas tracée. L'exploitant doit tracer la vérification périodique réalisée au niveau des portes coupe-feu battantes du site. Les points vérifiés sont précisés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Points 15 et 22
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Point 15 : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. Point 22 : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques établi par la société BUREAU VERITAS les 09 et 10-12-2021 ainsi que l'attestation Q18 correspondante dans laquelle il est précisé que "l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion". 23 observations sont émises. L'exploitant a présenté les documents justifiant la levée de l'ensemble des observations et le suivi mis en place. Par ailleurs, dans le rapport, en pages 10 et 12, la société BUREAU VERITAS précise que certains matériels n'ont pas été vérifiés pour des raisons d'exploitation ou d'inaccessibilité (locaux fermés ; installations hors de portée ; ...). L'exploitant analyse les observations émises et précise les dispositions prises pour que la vérification de l'ensemble des installations électriques de l'établissement soit réalisée lors du prochain contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Suivi des équipements - Autres matériels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 22
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de protection
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté : - le rapport de vérification des extincteurs établi par la société CHRONOFEU le 22-06-2022 et les documents justifiant de la prise en compte des observations (en particulier, remplacement de 9 extincteurs suite à choc) ; - le rapport de vérification des robinets d'incendie armés établi par la société AAI le 17-11-2021 et les documents justifiant de la prise en compte des observations (en particulier, le remplacement de 2 vannes) ; - le rapport de vérification des systèmes de désenfumage établi par la société CHRONOFEU le 22-06-2022. Ces documents n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Section 3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Article 21 – L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les rapports de vérification des installations de protection contre la foudre établis par la société EMAPIL le 25-08-2020 (vérification visuelle) et le 30-08-2021 (vérification complète). L'exploitant a précisé que le contrôle pour l'année 2022 sera réalisé prochainement (changement de prestataire). Aucune observation n'a été émise lors de ces contrôles. Par ailleurs, l'exploitant a précisé procéder à un relevé des compteurs de coups de foudre mensuellement. Il a été rappelé qu'en cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre. Un relevé des compteurs après un épisode orageux localisé au niveau du site permet de s'assurer du respect de ces dispositions.
Observations : L'exploitant transmet à l'IIC le rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre pour l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Moyens de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.
Constats : Les moyens de défense contre l'incendie sont composés : - d'un réseau de 4 poteaux d'incendie ; - d'une réserve de 900 m3. Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des 4 poteaux d'incendie présents sur le site établi par la société CHRONOFEU le 26-06-2022. Les débits mesurés sous 1 bar sont entre 138 et 150 m3/h. Lors de ce contrôle, un raccord a cassé au niveau d'un poteau d'incendie. La commande pour la réparation a été signée. L'exploitant a précisé qu'une mesure des débits pour un fonctionnement en simultané de plusieurs poteaux d'incendie sera réalisée d'ici la fin de l'année après réparation du poteau d'incendie actuellement indisponible.
Observations : L'exploitant transmet à l'IIC le document justifiant de la réparation du poteau d'incendie ainsi que le rapport de contrôle des débits d'eau disponibles lors d'un fonctionnement en simultané de plusieurs poteaux d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°8 : Exercice de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement (...), l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a précisé qu'un exercice de défense contre l'incendie sera réalisé avec les services d'incendie et de secours d'ici la fin de l'année. Une réunion de préparation est prévue lors de la 2ème quinzaine de septembre. L'importance de ces exercices a été rappelée. L'exploitant doit réaliser, dans les meilleurs délais, un exercice de défense contre l'incendie. Il transmettra à l'IIC le compte-rendu d'exercice.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 1-4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. (...)</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'état des matières stockées établi automatiquement.</p> <p>Celui-ci précise, en particulier, le type de produit, sa référence, sa localisation et la quantité stockée. Le document précise également la quantité de matières combustibles présentes pour chaque produit.</p> <p>De plus, pour les matières dangereuses, sont précisées les mentions de dangers et la rubrique de classement ICPE associées. Les fiches de données de sécurité sont disponibles informatiquement.</p>

Après des manipulations informatiques, la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage peuvent être déterminées.
Il a donc été rappelé les objectifs auxquels était associé l'état des matières stockées, en particulier, en cas d'incendie. La mise en place d'une automatisation des manipulations informatiques (par exemple, par la mise en place de "macros") permettrait des gains en temps et en fiabilité pour l'établissement de l'état des matières stockées.
L'état des matières stockées doit permettre de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets regroupés par grande famille en fonction des principaux risques présents en cas d'incendie (par exemple, en différenciant les matières classables sous les rubriques 1510 et 2663), présents au sein de chaque zone de stockage (a minima, dans chaque cellule et sous chaque auvent).
De plus, au vu des définitions figurant en annexe I de l'AM du 11-04-2017, les contenants, emballages et palettes doivent être comptabilisés en tant que matières combustibles (y compris si le produit est incombustible). De plus, les matières incombustibles doivent répondre à la définition précisée.
Par ailleurs les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences (par exemple, les liquides combustibles et les solides liquéfiables combustibles), doivent figurer spécifiquement.
Concernant les matières dangereuses, les dispositions mises en place doivent permettre de préciser les différentes familles de mention de dangers des produits, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des ICPE.
L'exploitant doit poursuivre les actions mises en place afin de disposer d'un état des matières stockées permettant de répondre à l'ensemble des dispositions du point I-4 de l'annexe II de l'AM du 11-04-2017, en prenant en compte (ou en s'assurant de la prise en compte) les points rappelés ci-dessus. Il précise les actions prises ou envisagées en ce sens.
Cet état doit être mis à jour a minima hebdomadairement (ou de manière quotidienne, pour les matières dangereuses) et accompagné d'un plan général des zones de stockage. Un état des matières stockées répondant aux besoins d'information de la population est également établi.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°10 : Séparation des bureaux et des cellules de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : (...) les bureaux et les locaux sociaux (...) sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).
Constats : Lors de la visite, il a été constaté, au niveau de 2 bureaux, la présence de vitres permettant de visualiser l'intérieur de l'entrepôt. La résistance au feu de ces vitres n'était pas indiquée.
L'exploitant justifie la résistance au feu des 2 vitres mises en place au niveau des bureaux permettant de visualiser l'intérieur de l'entrepôt.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Stockage des matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 8
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.
Constats : Depuis la précédente inspection, l'exploitant a procédé, avec l'appui d'un bureau d'études, à l'identification exhaustive des produits dangereux stockés sur le site et des risques d'incompatibilité associés. Cependant, à ce jour, les produits sont toujours stockés dans la même cellule et associés à la même rétention. L'exploitant a précisé que les règles de stockage associées aux produits dangereux prenant en compte les risques d'incompatibilité sont en cours d'établissement et que la mise en place des dispositions définies (nécessitant un réaménagement conséquent de certaines zones de picking) sera effective au 1er trimestre 2023. L'exploitant doit mettre en place, dans les meilleurs délais, les dispositions au niveau des stockages prenant en compte les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie dans le respect des dispositions de l'AM du 11-04-2017 (en particulier, les points 8 à 10). Les dispositions prises ou envisagées en ce sens sont précisées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°12 : Suites des précédentes visites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2009
Thème(s) : Autre, Suites des précédentes visites
Prescription contrôlée : Suites des précédentes visites
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les éléments justificatifs permettant de solder les constats des visites précédentes suivants : - INS2019-R3 - Modalités de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie : Dans le rapport de vérification de la détection d'incendie du 07-04-2022, la société SSI précise le bon fonctionnement de l'asservissement de l'arrêt des pompes de relevage à la détection d'incendie. - INS2019-R4 - Vérification des installations électriques : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les documents justifiant la prise en compte de l'ensemble des observations figurant dans le rapport de vérification des installations électriques des 09 et 10-12-2021. - INS2021-FSNC3 - Vérification des portes coupe-feu : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les documents justifiant la prise en compte des observations figurant dans le rapport de vérification des portes coupe-feu du 25-05-2020. - INS2021-O3 - Réserve d'eau d'incendie : Lors de la visite, il a été constaté la présence du flotteur mis en place au niveau de la réserve incendie de 900 m3 afin d'assurer une réalimentation en eau si la quantité d'eau est inférieure à celle requise.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet